



Déclaration du MSC sur les recommandations politiques du CSA sur les approches agroécologiques et les autres approches novatrices – Session plénière 48

Chers participants et chères participantes du CSA,

Nous intervenons ici pour partager avec vous quelques premières réflexions sur les recommandations politiques du CSA sur les approches agroécologiques et autres approches innovantes que nous venons de conclure.

Premièrement, le MSC n'est pas en mesure d'annoncer sa position officielle sur le document final pour le moment. Nous demandons que cela puisse être dûment reflété dans le rapport final de cette session plénière, comme cela a été fait pour le rapport final de la 47ème session sur les Directives Volontaires sur les Systèmes Alimentaires et la Nutrition.

Le MSC est composé d'un large éventail d'acteurs, et pour chacun d'entre eux et elles, l'agroécologie est au cœur de leur travail quotidien, de leur vie, ainsi que de la vision d'un système alimentaire durable et centré sur les droits humains.

Le texte a été mis à disposition dans toutes les langues seulement quelques jours avant cette plénière, et beaucoup de nos organisations participantes du MSC n'ont pas eu assez de temps pour examiner le document dans leur langue et pour avoir une discussion adéquate au sein de leurs organes directeurs respectifs, ce qui est une étape nécessaire dans leurs processus de gouvernance démocratique pour arriver à une décision collective finale.

En outre, un délai supplémentaire est nécessaire pour examiner le document dans son intégralité et évaluer dans quelle mesure il peut répondre aux priorités fondamentales que nous avons annoncées publiquement à de nombreuses reprises, avant et pendant le processus de négociation.

Néanmoins, nous aimerions partager quelques observations préliminaires afin de contribuer au débat d'aujourd'hui.

Nous tenons à reconnaître le changement d'environnement qui a caractérisé ce processus de négociation. Nous reconnaissons l'engagement du rapporteur à s'efforcer d'obtenir une négociation plus inclusive et participative et l'effort pour obtenir le plus de temps possible malgré l'incroyable pression du temps.

Toutefois, nous avons également réaffirmé que le temps était un problème que nous avons les moyens et la possibilité de surmonter. Le MSC a proposé un certain nombre d'options que la plupart des gouvernements n'ont pas voulu envisager. Nous devons reconnaître que la pression du temps a sévèrement limité la capacité et la nécessité d'avoir une discussion beaucoup plus longue et plus sérieuse sur de nombreux aspects des recommandations. Si nous avions eu ce temps, nous serions probablement parvenus à un résultat plus satisfaisant. Le compromis fait partie de la négociation, mais trop souvent ce compromis a été forcé par des contraintes de temps plutôt que par un processus adéquat de recherche de consensus, malgré la grande patience et la gestion avisée du rapporteur.

Nous avons fini par avoir des séances sans interprétation. Il s'agissait d'un obstacle structurel grave qui rendait difficile la participation de nombre de nos délégués du mouvement social. Cela s'ajoute aux limites déjà connues que la modalité virtuelle apporte à un processus de ce type, les mouvements sociaux étant confrontés à des problèmes de connectivité, à des décalages horaires

ainsi qu'à de sérieuses difficultés pour suivre les changements de texte sur un écran uniquement en anglais.

Malgré toutes ces contraintes, nous tenons à remercier une nouvelle fois le rapporteur pour ses efforts visant à rendre cette négociation plus inclusive et plus favorable aux MSC que le processus de négociation des directives volontaires sur les systèmes alimentaires et la nutrition. Nous tenons également à remercier l'équipe technique pour son soutien continu et reconnaître le rôle joué par plusieurs États membres à certains moments critiques pour faciliter le consensus sur l'importance de la transition agroécologique.

En termes de contenu, nous reconnaissons le fait que certaines des recommandations soulignent certains éléments importants et critiques de l'agroécologie, comme le reflètent les dix éléments de la FAO et le rapport du HLPE.

Cependant, nous devons souligner comment, même si c'est le MSC qui a proposé au CSA de développer un processus politique sur l'agroécologie en premier lieu, le processus s'est complètement éloigné de notre proposition initiale. Actuellement, dans les recommandations politiques, l'agroécologie est combinée avec des approches exactement opposées, ce qui oblige à un discours combiné. Le HLPE s'est penché sur cette question complexe et a proposé un cadre d'évaluation des politiques qui a été complètement ignoré, tandis que les connaissances ancestrales et traditionnelles des peuples et communautés autochtones ont été marginalisées à plusieurs reprises au nom de la science et de politiques fondées sur des preuves.

Nous avons dû consacrer une part importante de nos efforts à limiter les dégâts. Dans certains cas, cela a fonctionné, mais le résultat est que les recommandations qui en résultent ne représentent pas un retour en arrière, mais ne génèrent pas non plus de progrès.

Nous sommes déconcertés et profondément déçus d'avoir dû nous battre pour que les droits de l'homme, les droits des femmes et les droits des paysans et des personnes travaillant dans les zones rurales figurent dans les textes du CSA. Le CSA a été réformé avec le mandat de parvenir à la réalisation progressive du droit à l'alimentation et il est absolument inacceptable pour nous que le CSA ne prenne pas en compte l'interconnexion du droit à l'alimentation avec les droits des femmes et de ceux qui produisent la majeure partie de la nourriture. C'est l'espace où ces droits devraient être célébrés et où ils devraient inspirer tous les résultats des politiques du CSA. Le fait que cela ne se produise pas est très inquiétant, à la fois maintenant et pour l'avenir du CSA.

Enfin, certains points des recommandations sont en contradiction totale et intrinsèque avec l'agroécologie, comme l'utilisation d'engrais et de pesticides chimiques, pour n'en citer qu'un. L'agroécologie permet de sortir de la dépendance aux intrants extérieurs. Le fait que ces recommandations encouragent l'optimisation de l'utilisation des pesticides et des risques qu'ils présentent porte atteinte non seulement à nos objectifs et à nos efforts de plaidoyer, aux préoccupations en matière de santé, de moyens de subsistance et de survie des paysans et des agriculteurs familiaux, des peuples autochtones, des travailleurs agricoles et des autres petits producteurs alimentaires qui pratiquent l'agroécologie depuis des siècles, mais contredit également les accords, les cadres politiques et les directives convenues des Nations unies en matière de gestion des pesticides et des produits chimiques. En outre, il bloque les aspirations que nous avons entendues de la part de plusieurs États membres pour une transition complète vers l'agroécologie, loin des dépendances chimiques nuisibles qui interfèrent avec les droits de l'homme à un environnement sain et à des écosystèmes sains.

Le MSC réitère son engagement et son attitude constructive envers le CSA, et envers le processus d'évaluation des recommandations politiques du CSA, et nous nous engageons à partager avec vous le résultat de notre analyse dès qu'elle sera terminée.